



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc - Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

OGEC Sacré Cœur - Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025
OGEC Sacré Cœur - Association
29 Cours Arts et Métiers - 13100 Aix-en-Provence

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc - Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

OGEC Sacré Cœur - Association

29 Cours Arts et Métiers - 13100 Aix-en-Provence

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

À l'assemblée générale de l'association OGEC Sacré Cœur - Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC Sacré Cœur - Association relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 26 janvier 2026

KPMG SA

Gilles CHARLES

Associé

BILAN ACTIF
OGE C SACRE COEUR

ACTIF		2024-2025			2023-2024
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET N-1
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	-	-	-	-
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés	26 442	26 442	0	0
	- Autres Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 442	26 442	0	0
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	-	-	-	-
	- Terrains	522 107	397 065	125 043	142 973
	- Constructions	10 135 551	4 771 204	5 364 348	5 965 897
	- Installations techniques, matériel et outillage	5 787 403	5 250 721	536 682	687 120
	- Amélioration des sols et des milieux	-	-	-	-
	- Autres Immobilisation Corporelles	2 398 603	1 913 403	485 200	503 975
A C T I F C I R C U L A N T	- Immobilisations corporelles en cours	87 445	-	87 445	60 866
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	32 120	-	32 120	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 963 230	12 332 392	6 630 838	7 360 830
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :	-	-	-	-
	- Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	2 491 993	-	2 491 993	2 457 427
	- Prêts	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations financières	427	-	427	867
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 492 420	-	2 492 420	2 458 294
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	21 482 093	12 358 834	9 123 258	9 819 124
	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	21 152	-	21 152	3 437
	CREANCES :	-	-	-	-
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	62 068	9 435	52 633	34 227
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	105 530	-	105 530	57 604
	TOTAL CREANCES	167 598	9 435	158 164	91 831
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 500 000	-	2 500 000	1 500 000
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	1 847 912	-	1 847 912	2 662 989
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	147 055	-	147 055	134 048
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	4 683 718	9 435	4 674 283	4 392 306
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	26 165 810	12 368 269	13 797 542	14 211 430

<p align="center">BILAN PASSIF</p> <p align="center">OGE C SACRE COEUR</p>
--

	PASSIF	Exercice N 2024-2025	Exercice N-1 2023-2024
F O N D S A S S O C I A T I F S	FONDS PROPRES	-	-
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	-	-
	- Fonds propres statutaires	-	-
	- Fonds propres complémentaires	175 282	175 282
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	175 282	175 282
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	- Fonds propres statutaires	-	-
	- Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
	RESERVES	-	-
	- Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	- Réserves pour projet de l'entité	1 520 916	1 520 916
	- Autres réserves	-	-
	TOTAL RESERVES	1 520 916	1 520 916
	REPORT A NOUVEAU	5 993 832	6 200 401
	RESULTAT DE L'EXERCICE	- 92 509	- 206 569
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	7 597 521	7 690 030
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	465 074	545 470
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	8 062 595	8 235 500
	FONDS REPORTES ET DEDIES	-	-
	- Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	- Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONS REPORTES ET DEDIES (II)	-	-
	PROVISIONS	-	-
	- Provisions pour risques	5 521	-
	- Provisions pour charges	191 887	164 178
	TOTAL PROVISIONS (III)	197 408	164 178
D E T T E S	DETTES	-	-
	- Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
	- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 236 985	4 557 523
	- Emprunts et dettes financières diverses	-	-
	- Avances et acomptes reçus	610 210	576 918
	- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	339 807	255 841
	- Dettes des legs ou donations	-	-
	- Dettes fiscales et sociales	240 461	232 535
	- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	40 292	124 728
	- Autres dettes	17 175	26 308
	- Instruments de trésorerie	-	-
	- Produits constatés d'avance	52 609	37 899
	TOTAL DETTES (IV)	5 537 538	5 811 752
	- Ecart de conversion passif (V)	-	-
	TOTAL DU PASSIF	13 797 542	14 211 430

COMPTE DE RESULTAT

OGEC SACRE COEUR

	Exercice N 2024-2025	Exercice N-1 2023-2024
PRODUITS D'EXPLOITATION	-	-
Cotisations	-	-
Ventes de biens et services	4 286 309	3 732 857
Ventes de biens	11 548	14 208
<i>dont ventes de dons en nature</i>	-	-
Ventes de prestations de service	4 274 762	3 718 649
<i>dont parrainages</i>	-	-
Production stockée	-	-
Production immobilisée et autoconsommée	-	-
Produits de tiers financeurs	2 936 796	2 892 970
Concours publics et subventions d'exploitation	2 927 965	2 892 970
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public	-	-
Dons manuels	-	-
Mécénats	-	-
Legs, donations et assurances-vie	-	-
Contributions financières	8 832	-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	18 218	44 573
Utilisations des fonds dédiés	-	-
Autres produits	32 532	39 735
TOTAL I	7 273 856	6 710 135
CHARGES D'EXPLOITATION	-	-
Achats de marchandises	9 208	25 530
Variation de stock	9 646	14 741
Autres achats et charges externes	3 861 754	3 505 811
Aides financières	13 150	9 810
Impôts, taxes et versements assimilés	220 945	192 158
Salaires et traitements	1 727 026	1 724 188
Charges sociales	713 678	721 335
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	960 512	982 523
Dotations aux provisions	34 904	8 890
Reports en fonds dédiés	-	-
Autres charges	30 745	14 282
TOTAL II	7 581 569	7 199 266
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 307 713	- 489 131
PRODUITS FINANCIERS	-	-
De participations	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	109 972	73 714
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL III	109 972	73 714
CHARGES FINANCIERES	-	-
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	30 698	35 397
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL IV	30 698	35 397
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	79 274	38 317
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	- 228 440	- 450 814

COMPTE DE RESULTAT

OGE C SACRE COEUR

	Exercice N 2024-2025	Exercice N-1 2023-2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
Sur opérations de gestion	21 361	131 926
Sur opérations en capital	116 642	127 853
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	6 000
TOTAL V	138 003	265 780
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-
Sur opérations de gestion	- 4 661	12 223
Sur opérations en capital	-	674
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
TOTAL VI	- 4 661	12 897
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	142 664	252 882
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6 806	8 637
Total des produits (I + III + V)	7 521 831	7 049 629
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 614 412	7 256 198
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	- 92 581	- 206 569
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	-	-
Dons en nature	-	-
Prestations en nature	315 587	-
Bénévolat	-	-
TOTAL	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	-	-
Secours en nature	-	-
Mises à disposition gratuite de biens	315 587	-
Prestations en nature	-	-
Personnel bénévole	-	-
TOTAL	315 587	-

Le 01/12/2025 à 10:10

Dossier : OGE C SACRE COEUR, Année scolaire : 2024-09-01

État Financier : Compte de Résultat (PCG 2023)

Période de calcul : du 01/09/2024 au 31/08/2025



Sacré-Cœur
AIX-EN-PROVENCE

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2024/2025

OGE

Ensemble scolaire du Sacré-Cœur

Etablissement catholique sous contrat d'association avec l'Etat

29 cours des Arts et métiers

13100 Aix-en-Provence

www.sacrecoeuraix.fr

SOMMAIRE

A) FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

- 1) EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE
- 2) REGLES ET METHODES COMPTABLES
Note 1 : Changement de méthode
- 3) OBJET SOCIAL, ACTIVITES ET MOYENS MIS EN ŒUVRES

B) INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

- 1) BILAN ACTIF
Note 2 : Immobilisations incorporelles - Amortissement pour dépréciation
Note 3 : Immobilisations corporelles - Amortissement pour dépréciation
Note 4 : Tableau des mouvements des immobilisations
Note 5 : Tableau des mouvements des amortissements
Note 6 : Créances
Note 7 : Valeurs mobilières de placement et titres de participations
- 2) BILAN PASSIF
Note 8 : Tableau de variation des fonds propres
Note 9 : Tableau de suivi des subventions d'investissements
Note 10 : Provisions pour risques et charges
Note 11 : Engagement pris en matière de retraite
Note 12 : Report à nouveau avant répartition du résultat
Note 13 : Tableau de répartition de résultat de l'exercice
Note 14 : Etat des dettes
Note 15 : Fournisseurs et comptes rattachés

C) INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

- Note 16 : Tableau de détail des concours publics et subventions
Note 17 : Tableau d'évolution de la population scolaire
Note 18 : Tableau d'évolution des tarifs annuels
Note 19 : Tableau d'évolution des effectifs du personnel
Note 20 : Contributions volontaires en nature – Evaluation
Note 21 : Détail du résultat exceptionnel
Note 22 : Détail des transferts de charges

D) AUTRES INFORMATIONS

A - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

1) EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

- Nombre d'élèves 2 268, soit (-38 élèves) par rapport à N-1. L'effectifs de l'Ecole sont stables. Légère baisse de l'effectif Collège (-8 élèves) et le lycée enregistre une baisse de (-17 élèves). L'effectif du DCG est en baisse lié à la fermeture de la 1ère année (-12 élèves).
- Audit de la DGFIP : dans le cadre des dispositions des articles R442-16 du code de l'éducation. L'audit visait à évaluer la qualité de la tenue de la comptabilité et la gestion de l'Etablissement.
- Evènements post-clôture :
 - ✓ fermeture du DCG 2^{ème} année en 2025/2026,
 - ✓ début des travaux de rénovation et réhabilitation du Lycée à la charge en grande partie du propriétaire,
 - ✓ changement du prestataire Ménage en 2025/2026,
 - ✓ mise en place d'une tarification sociale différenciée pour la période 2026/2027 (5 tranches prévues),
 - ✓ appel d'offre restauration pour une mise en service au cours de l'année 2025/2026.

2) PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.
- Les comptes annuels de votre association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06.

Note 1 : Changement de Méthode

➤ Changement de méthode d'estimation

Pas de changement survenu au cours de l'exercice.

➤ Changement de présentation

Le mode de comptabilisation des activités, sorties scolaires et voyages a été modifié. Les recettes et les dépenses ne transitent plus par des comptes de tiers (46) pour être ensuite soldés en compte de résultat. Sur cet exercice, ces opérations sont comptabilisées en totalité dans des comptes de produits et charges d'exploitation. Ce nouveau mode de comptabilisation a eu pour effet d'augmenter à la fois les produits d'exploitation (+555 K€) et les charges d'exploitation (+535 K€).

3) OBJET SOCIAL, ACTIVITES ET MOYENS MIS EN OEUVRE

L'OGEC du Sacré-Cœur a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du Statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissement(s) ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif.

L'OGEC peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

Les activités pédagogiques de l'OGEC du Sacré-Cœur sont les suivantes :

- L'enseignement primaire avec une école maternelle et élémentaire regroupant 10 classes.
- L'enseignement secondaire avec un lycée général de 26 classes, un lycée technologique de 4 classes et un collège général regroupant 32 classes.
- Enseignement supérieur avec 2 classes de BTS et 1 classe de DCG.

L'effectif est de 2 268 élèves.

Les activités annexes comprennent :

- La restauration scolaire avec un effectif en 2024/2025 de 1 292 élèves demi-pensionnaires.

Les moyens mis en œuvre de l'OGEC du Sacré Cœur sont les suivants :

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : 140
- Personnel salarié : 49.88 en ETP

Locaux scolaires aux :

- 29, Rue Manuel, surface globale de 6 090 m², en location auprès de l'Association Propriétaire du Lycée Sacré Cœur.
- 29, Cours des Arts et Métiers, surface globale de 9 438 m², en location auprès de l'Association Propriétaire du Collège Sacré Cœur.
- 71, Avenue des Ecoles Militaires, surface de 2 240 m², en location auprès de l'Association Propriétaire de l'école du Sacré-Cœur.

B - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1) BILAN ACTIF

Note 2 : Immobilisations incorporelles - Amortissements pour dépréciation

Nature de l'immobilisation	Montants	
	Investissements directs	Crédit-Bail
Logiciels Administratifs	0	
Logiciels Pédagogiques	0	

Note 3 : Immobilisations corporelles – Amortissements pour dépréciation

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions sur sol d'autrui	Linéaire	8 - 25 ans
Installations techniques matériel et outillage	Linéaire	3 - 10 ans
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3 - 20 ans

Note 4 : Tableau des mouvements des immobilisations

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice avec règlement ANC 2018-06	Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	26 442				26 442	
	Autres immobilisations incorporelles						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
	TOTAL I	26 442	-	-	-	26 442	
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	522 107				522 107	
	Constructions						
	Sur sol propre	-				-	
	Sur sol d'autrui	10 135 551				10 135 551	
	Installations, mobilier et matériel d'activité	5 696 823	42 760		47 820	5 787 403	
	Autres immobilisations corporelles	1 275 566	35 930		5 224	1 316 719	
	Matériel de transport	12 000				12 000	
	Matériel informatique	1 037 911	25 138		6 834	1 069 884	
	Immobilisations corporelles en cours	60 866	87 445		-	87 445	
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	-	32 120			32 120	
	TOTAL II	18 740 824	223 394	-	988	18 963 230	-
FINANCIERES	Participations et créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	2 457 427	34 566			2 491 993	
	Prêts et autres immobilisations financières	867		440		427	
	TOTAL III	2 458 294	34 566	440	-	2 492 420	
TOTAL GENERAL (I + II + III)		21 225 561	257 960	440	-	21 482 092	

Note 5 : Tableau des mouvements des amortissements

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises)	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement	26 442,10				26 442,10	
	Frais de recherche et de développement					-	
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					-	
	Autres immobilisations incorporelles					-	
	TOTAL I	26 442,10	-	-	-	26 442,10	
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains	379 134,45	17 930,28			397 064,73	
	Constructions					-	
	Sur sol propre	-				-	
	Sur sol d'autrui	4 169 654,52	601 549,26			4 771 203,78	
	Installations, mobilier et matériel d'activité	5 009 703,19	241 017,69			5 250 720,88	
	Installations générales, agencements, aménagements	917 022,96	54 391,61			971 414,57	
	Autres immobilisations corporelles	7 545,21	3 000,00			10 545,21	
	Matériel de transport						
	Mobilier, matériel de bureau et informatique	696 934,49	34 508,54			931 443,03	
	Mobilier					-	
	TOTAL II	11 379 994,62	952 397,38	-	-	12 332 392,20	
TOTAL GENERAL (I + II)		11 406 436,92	952 397,38	-	-	12 358 834,30	

Note 6 : Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Créances	Montant net	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	2 492 420		2 492 420
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres créances immobilisées			
Créances clients et comptes rattachés	52 633	52 633	
Autres créances	105 530	105 530	
Charges constatées d'avance	147 055	147 055	
TOTAL	2 797 638	305 218	2 492 420
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Note 7 : Valeurs mobilières de placement et titres de participations

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées selon la méthode FIFO.
Une provision est constituée lorsque la valeur du placement est inférieure à la valeur comptable.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement se compose de :

Titres	Valeur d'acquisition	Cours à la clôture
Parts sociales Crédit Coopératif	319 594	326 060
Souscription capital Crédit Coopératif	8 113	8 113
Parts Sociales Caisse d'Epargne	1 129 720	1 157 820
Gestion Libre Flexi Sérénité C. d'Epargne	1 000 000	1 000 000
Comptes à termes sur 5 ans (5 ans)	2 500 000	2 500 000
TOTAL	4 957 427	4 991 993

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

2) BILAN PASSIF

Note 8 : Tableau de variation des fonds propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice avec règlement ANC 2018-06	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	175 282				175 282
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Réserves	1 520 916				1 520 916
Report à nouveau	6 200 401	206 569			5 993 832
Excédent ou déficit de l'exercice	- 206 569	206 569	1 188 879	1 281 388	92 509
Situation nette (sous-total)	7 690 030	-	1 188 879	1 281 388	7 597 521
Subventions d'investissement					
Subventions d'équipement Etat					-
Subventions d'équipement Région	253 614			49 298	204 317
Subventions d'équipement Département	242 411			25 293	217 117
Autres subventions d'investissement APEL	22 640		2 321		24 961
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	26 805			8 126	18 679
Provisions réglementées					
Total des subventions d'investissement	545 470	-	2 321	82 717	465 074
TOTAL DES FONDS PROPRES	8 235 500	-	1 191 200	1 364 105	8 062 595

Note 9 : Tableau de suivi des subventions d'investissements

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentations (777xxxx)	Diminutions (777xxxx)	Montant global
Montant nominal :				
Subventions affectées à des biens renouvelables				
Etat				-
Région	697 569		10 000	687 569
Département	346 856	14 185		361 041
Commune	-			-
Autres	45 911	11 089		57 000
TOTAL	1 090 336	25 274	10 000	1 105 610
Quotes-parts virées au résultat :				
Subventions affectées à des biens renouvelables				
Etat				-
Région	443 955	49 298	10 000	483 253
Département	104 445	39 478		143 924
Commune	-			-
Autres	23 270	8 768		32 039
TOTAL	571 670	97 544	10 000	659 215

2 - TABLEAU DE VARIATION DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE

TAXE D'APPRENTISSAGE	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentations (777xxxx)	Diminutions (777xxxx)	Montant global
Montant nominal :	420 717	10 972	44 892	386 797
Quote-part virée au résultat :	393 912	19 098	44 892	368 118
TOTAL	26 805	- 8 126	-	18 679

Note 10 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées lorsqu'un risque est avéré et l'estimation est réalisée à partir des éléments connus lors de l'arrêté des comptes.

Situations et mouvements Rubriques	Provisions début exercice	Augmentatio n	Diminution	Provisions fin exercice
Provisions pour risques				
Provisions pour IDR	149 582	29 383	1 673	177 292
Autres provisions pour risques		5 521		5 521
Provisions pour impôts	14 596			14 596

Note 11 : Engagements pris en matière de retraite

La convention collective appliquée dans l'établissement prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'établissement.

Conformément aux recommandations de l'avis du CNR 2003-R-01 du 1^{er} avril 2003 sur l'évaluation de la provision départ à la retraite, le calcul de la provision concerne l'intégralité du personnel et a fait l'objet d'une actualisation.

L'âge de départ à la retraite est retenu à 65 ans.

C'est ainsi que le calcul des droits acquis linéairement par les salariés à la date de clôture après application des charges sociales, a été pondéré de :

- la probabilité de présence des salariés dans l'établissement lorsqu'ils auront atteint l'âge de départ à la retraite,
- du turn-over de l'effectif (entre 16 et 44 ans = 1% et entre 44 et 65 ans = 0 %),
- de la progression future des salaires (1 %),
- du taux d'actualisation (3.9 %).

Ce montant est comptabilisé en provision pour risques et charges à hauteur de 177 292 euros.

Note 12 : Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Solde début exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin exercice
Report à nouveau Gestion Scolaire	5 068 256	143 609		5 211 865
Report à nouveau Gestion Scolaire IDR	399 533			399 533
Reclassement provisions grosses réparations à caractère de réserve (1)	259 926			259 926
Report à nouveau Gestion Propre	472 686		350 178	122 508
TOTAUX	6 200 401	143 609	350 178	5 993 832

(1) Ce reclassement a été effectué en application de la nouvelle réglementation sur les passifs ; reclassement en attente d'affectation par l'Assemblée Générale.

Note 13 : Tableau de répartition du Résultat de l'exercice

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
- dont part du résultat sur gestion propre - dont part du résultat sur gestion scolaire	1 281 388	1 188 879
TOTAL	92 509	

Note 14 : Etat des dettes

Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (1)	4 236 985	324 767	1 313 322	2 598 894
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	339 807	339 807		
Dettes fiscales et sociales	240 461	240 461		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	40 292	40 292		
Autres dettes	17 175	17 175		
Produits constatés d'avance	52 609	52 609		
Avances familles	610 210	610 210		
TOTAL	5 537 539	1 652 310	1 286 335	2 598 894
(1) Déblocage partiel emprunt Caisse d'Epargne				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Note 15 : Fournisseurs et comptes rattachés

Libellé	Montant début exercice	Montant fin exercice
- Fournisseurs	180 233	173 486
- Fournisseurs factures non parvenues	75 609	166 321

C - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Note 16 : Tableau de détail des concours publics et subventions

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1 (retraité)
Aides à l'emploi		
Aides au développement des compétences		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles		
Financement des formations par apprentissage	62 806	72 758
Forfaits d'externat		
<i>dont forfait Etat</i>	988 694	996 261
<i>dont forfait Région</i>	697 888	678 842
<i>dont forfait Département</i>	794 514	771 381
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	200 148	203 843
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
Sous-total concours publics	2 744 049	2 723 085
Subventions État	1 818	10 114
Subventions Région		1 323
Subventions Département	36 701	31 555
Subventions Communes et groupements de communes		3 806
Autres subventions d'exploitation		
<i>dont quote-part taxe apprentissage affectée au fonctionnement</i>	28 478	7 195
<i>dont autres subventions (APEL et ERASMUS)</i>	116 919	115 893
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	183 916	169 886
Total concours publics et subventions d'exploitation	2 927 965	2 892 970

Note 17 : Tableau d'évolution de la population scolaire

Contrat d'Association	Nombre d'élèves 2023/2024	Nombre d'élèves 2024/2025	Nombre de classes 2023/2024	Nombre de classes 2024/2025
Préscolaire	81	77	3	3
Ecole	203	206	7	7
Collège	1009	1001	32	32
Lycée Général	864	856	26	26
Lycée Technique	104	96	4	4
BTS	28	27	2	2
DCG	17	5	2	1
TOTAL	2306	2268	76	75
Externes	1021	976		
Demi-pensionnaires	1285	1292		

Note 18 : Tableau d'évolution des tarifs annuels

Participation des familles à la scolarité	2022/2023	2023/2024	2024/2025
Préscolaire	915 €	915 €	935 €
Primaire	915 €	915 €	935 €
Collège	1 010 €	1 020 €	1 040 €
Collège – Classe internationale		1 120 €	1 140 €
Lycée	1 040 €	1 050 €	1 070 €
Lycée – Classe internationale		1 150 €	1 170 €
BTS	1 450 €	1 500 €	1 520 €
Participation des familles à la restauration	2022/2023	2023/2024	2024/2025
Primaire	975 €	980 €	1 000 €
Collège	980 €	990 €	1 010 €
Lycée	750 €	780 €	800 €

Note 19 : Tableau d'évolution des effectifs du personnel

Personnel OGEC	2023/2024	2024/2025
Direction	4	4
Encadrement	8	7
Administration	9	9
Labos sciences	4	4
Entretien / Service	7	7
Surveillance / Animation	32	32
Informatique	4	4
TOTAL	68	67
Enseignants	144	140
TOTAL	212	207

Note 20 : Contributions volontaires en nature - Evaluation

Les contributions volontaires en nature sont peu nombreuses car la pastorale a été professionnalisée.

Dans le souci d'une valorisation économique du coût de revient d'un élève, un loyer complémentaire est estimé à **315 587 €**, ce qui correspond à l'écart entre le « loyer normal » **1 094 474 €** et le loyer effectivement réglé : **778 887 €**.

Ce montant figure en bas du compte de résultat.

Note 21 : Détail du résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose de :

- Des quotes-parts de subvention virée au compte de résultat + 116 642 €
- Produits sur exercices antérieurs + 12 195 €
- Autres produits exceptionnels + 1 400 €
- Rappels de concours publics – Forfaits d'Externat + 7 765 €
- Charges sur exercices antérieurs (10 932) €
- Autres charges exceptionnelles - 4 649 €
- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion - 1 589 €
- Pénalités, amendes fiscales et pénales - 33 €

Note 22 : Détail des transferts de charges

Ce poste se compose de :

- | | |
|---|-----------|
| - De remboursements de consommations de fluides | - € |
| - Divers | + 9 218 € |

D - AUTRES INFORMATIONS

1) En application de l'Article 20 de la loi N°2006-586501 du 23/05/06 le montant des rémunérations des trois hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent à :

- rémunérations : 106 664 €
- dont avantages en nature : 303 €

2) Garanties accordées à l'OGEC :

Caution solidaire du Conseil Départemental, au profit de la Caisse d'Epargne, à hauteur de 428 305 € dans le cadre du nouvel emprunt.